



Note régionale sur le financement climatique : Moyen-Orient et Afrique du Nord

Sejal Patel, Charlene Watson, ODI
et Liane Schalatek, HBS

Fondamentaux 9
du financement
climatique

NOVEMBRE 2016

Dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA)¹, les financements climat sont principalement concentrés sur quelques grands projets financés par le Fonds pour les Technologies Propres (FTP), à base de prêts, concessionnels ou non. Le montant total² des financements approuvés s'élève à 1,2 milliards US\$, répartis sur 94 projets. Cet argent vise pour l'essentiel des initiatives d'atténuation, malgré d'urgents besoins régionaux en matière d'adaptation (notamment pour la gestion de l'eau et la sécurité alimentaire). Sur ce financement total approuvés pour la région, 375 millions US\$ sont octroyés sous forme de dons à une majorité des projets approuvés par le fonds et les 800 millions US\$ restants sont octroyés sous forme de prêts, concessionnels ou non. Ces prêts concernent quelques projets d'infrastructure énergétique à grande échelle approuvés par le FTP. Les principaux, le Maroc et l'Égypte reçoivent respectivement 59% et 18% du total des financements climat approuvés dans la région tandis que sept pays de la même région ne perçoivent aucun financement des fonds climat suivis par CFU. Les financements approuvés ont augmenté l'année dernière de 52 millions US\$..

Les enjeux

Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) sont très vulnérables face aux changements climatiques, ce qui est susceptible d'aggraver les défis persistants de développement. Ces pays sont déjà les plus affectés par le manque d'eau au monde, et doivent importer plus de la moitié de leurs denrées alimentaires.

Le GIEC prévoit que les changements climatiques réduiront très vite le niveau des précipitations dans la région et ces changements hydrologiques affecteront la disponibilité en eau par personne de 30 à 70% d'ici 2025, diminuant ainsi la productivité agricole et augmentant le risque d'inondations dans les zones côtières urbaines très peuplées (GIEC 2014).

La région possède 57 % des réserves pétrolières mondiales connues ainsi que 41 % des gisements de gaz naturel (malgré une répartition inégale entre les pays). La plupart des pays développent une économie fondée sur l'exploitation de ces ressources en énergies fossiles. La perspective de devoir réduire la consommation de ces carburants fossiles afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), heurte ainsi la majeure partie des pays producteurs de pétrole de la région. Il la considère comme une proposition coûteuse et réductrice d'opportunités économiques. Les modes de vie et de consommation de ces pays sont également très

couteux en CO2 puisque les émissions par habitant y sont souvent supérieures de 60 % à la moyenne des pays en développement. En même temps, les taux de pauvreté restent élevés dans de nombreux pays de la région faiblement dotés en ressources tels que le Yémen et Djibouti (les deux PMA régionaux).

Origine des financements

Quinze fonds climat sont actifs dans la région (Tableau 1 ; figure 1). C'est le FTP qui fournit la majeure partie des contributions, avec un total approuvé de 816 millions US\$ pour six projets au Maroc et en Égypte et trois projets régionaux. La majorité des financements a été octroyée sous la forme de prêts concessionnels. Un plan d'investissements en faveur de l'électricité thermique à concentration a également été approuvé pour la région. L'Allemagne, par le biais de son Initiative internationale pour le climat, a également financé 37,65 millions US\$ pour huit projets bilatéraux menés dans la région.

A travers le GCF, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie bénéficieront également de 378 millions US\$ pour un programme pour le financement de l'énergie durable récemment approuvé par une dizaine de pays, bien que la partie du financement qui sera alloué à chaque pays n'est pas encore claire.

Figure 1 : Fonds d'appui à la région MENA (2003-2016)

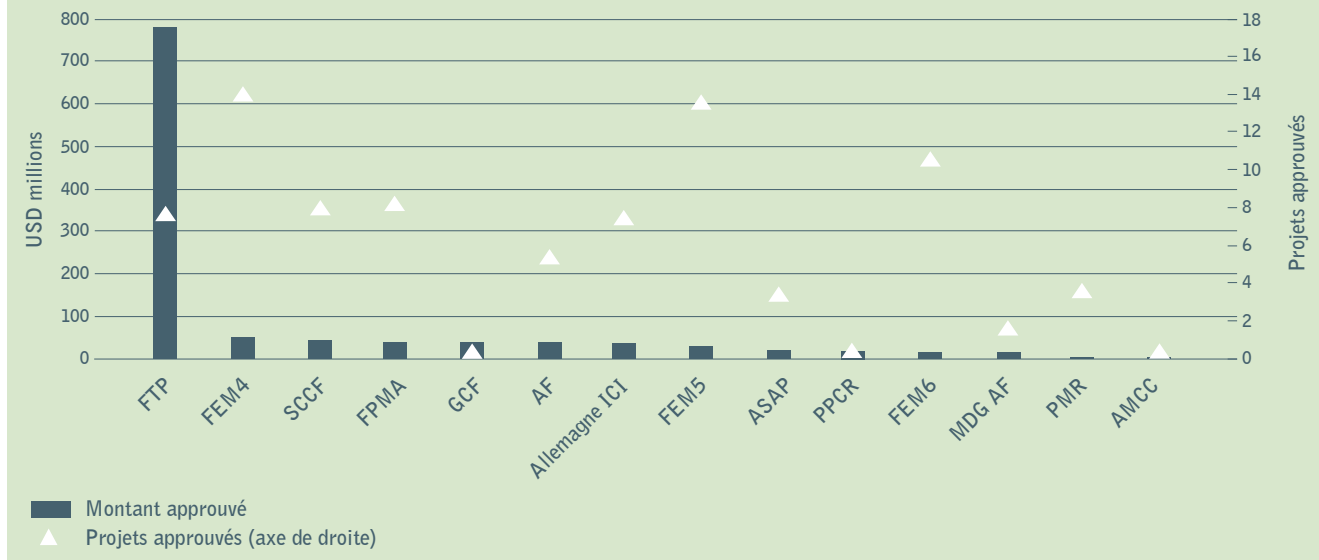
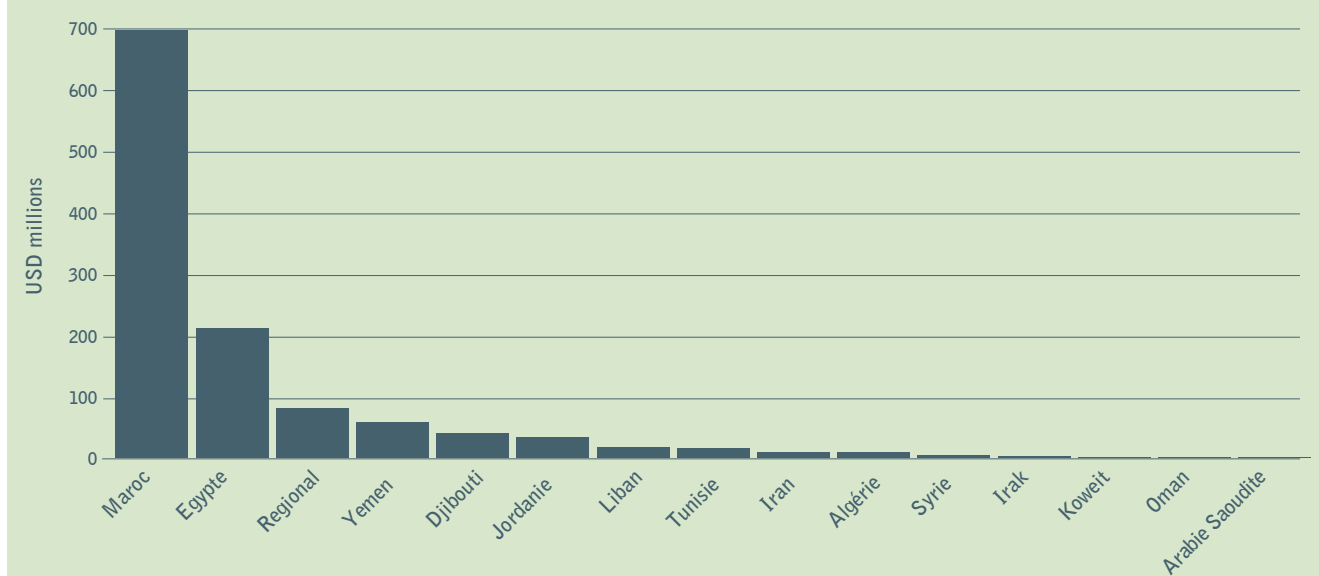


Tableau 1 : Fonds d'appui aux initiatives climat de la région MENA (2003-2015)

Fonds	Montant approuvé (Millions US\$)	Projets approuvés
Fonds pour les technologies propres (FTP)	816.05	9
Fonds d'affectation spéciale du FEM (FEM 4)	55.57	15
Fonds spécial du changement climatique (SCCF)	48.01	9
Fonds d'affectation spéciale du FEM (FEM 5)	31.85	14
Fonds d'adaptation (FA)	38.62	5
Initiative internationale pour le climat (ICI) (Allemagne)	37.65	8
Fonds Pays les Moins Avancés (FPMA)	39.64	9
Fonds vert pour le climat (GCF)	39.30	1
Programme d'adaptation pour les petits exploitants agricoles (ASAP)	23.00	4
Programme Pilote pour la Résilience Climatique (PPCR)	19.00	1
Fonds pour la réalisation des OMD (MDG AF)	7.60	2
Priorité stratégique pour l'adaptation (SPA) (à partir de FEM-4)	6.02	3
Partenariat pour la préparation à la commercialisation (PMR)	4.05	4
Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique (AMCC)	3.36	1
Fonds pour l'environnement mondial (FEM 6)	13.99	11

Graphique 2 : Montants approuvés dans les pays bénéficiaires de la région MENA (2003-2016)



Destinataires des fonds

Les financements climat des fonds climatiques dédiés sont concentrés en le Maroc et l'Égypte, pour un montant total approuvé de 671 millions US\$ et 210 millions US\$ respectivement. Plus de 84% financent des projets éoliens et de Concentration d'énergie solaire (CSP) de grande ampleur – notamment via le FTP. Cependant, 137 millions US\$ ont été octroyés à 29 projets visant l'efficacité énergétique, les transports et l'agriculture durables. Les données du CFU montrent que sur les 21 pays de la région, seuls 14 pays reçoivent des financements climat. Les sept pays qui ne reçoivent pas le financement climatique comprennent la Libye, la Cisjordanie et Gaza qui souffrent du conflit en cours, ainsi que les Etats riches producteurs de pétrole comme les Émirats Arabes Unis. Djibouti et le Yémen, les deux pays les moins avancés de la région MENA, ont reçu 40 millions US\$ et 57 millions US\$, respectivement. Ces financements sont presque exclusivement des projets d'adaptation.

Type de projets financés

Comme le montrent la figure 2 et le tableau 2, plus de 83 % des financements climat approuvés pour la région (environ 950 millions US\$) sont affectés à des activités d'atténuation. Ce chiffre est en grande partie le reflet de neuf projets de la région MENA du FCT, ayant une moyenne de financements de 90 millions US\$ (la moyenne de financements des 83 projets non-FCT dans la région est de 4 millions US\$). Le plus grand financement approuvé dans la région est le prêt concessionnel de 238 millions US\$ octroyé en 2014 par le FTP à *Noor II et III, Projet de concentration d'énergie solaire (CSP)*, au Maroc. Ce projet fait l'objet d'un effort concerté du FTP pour soutenir le déploiement de la technologie CSP dans la région. Le CSP a un potentiel considérable pour générer de l'électricité propre à grande échelle. Les investissements du FCT dans la région MENA commencent à présenter la valeur du financement public international ciblé afin de démontrer la viabilité de cette technologie prometteuse (Stadelmann, Frisari et Rosenberg, 2014).

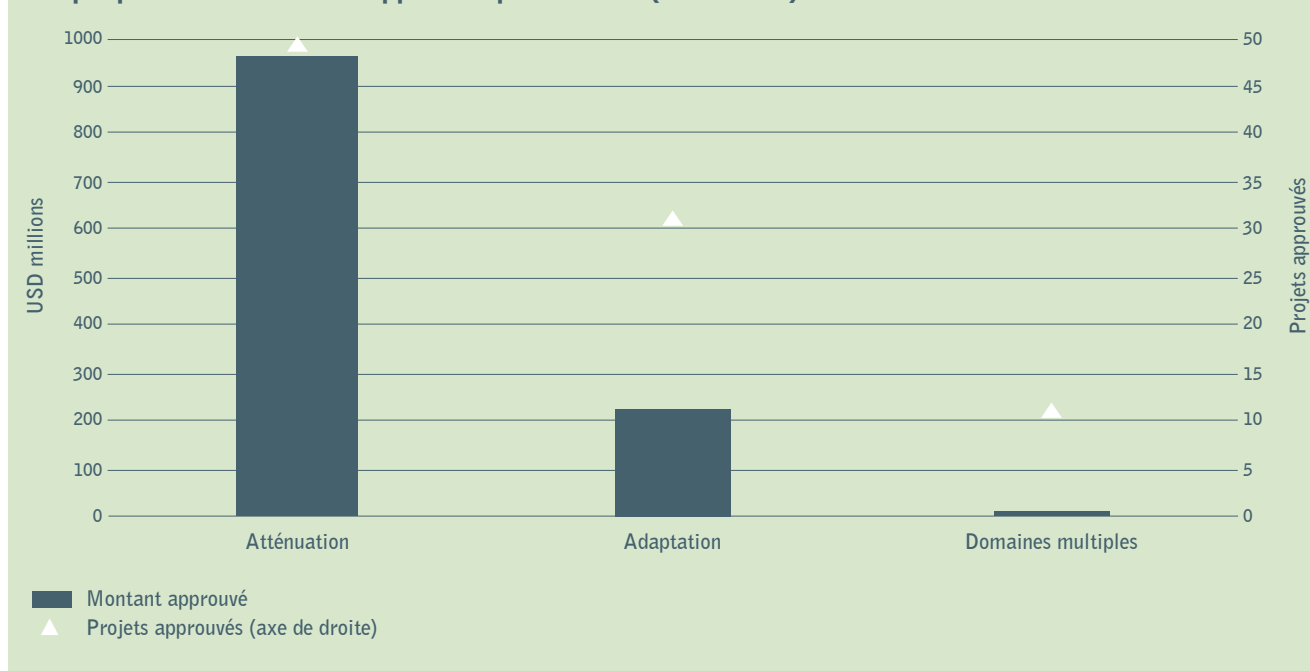
Les projets d'adaptation de la région MENA représentent moins d'un quart de la taille des projets d'atténuation en moyenne. Plusieurs fonds pour l'adaptation ont mis en œuvre 30 projets dans la région et ont déjà approuvé un total de 176 millions US\$. Un exemple de l'année passée est le programme de 5 millions US\$ à Djibouti dans le cadre du Fonds pour les pays les moins avancés sur *L'adaptation des moyens de subsistance ruraux au changement climatique dans la Corne de l'Afrique*. Le programme vise à améliorer la résilience climatique des communautés pastorales et agro-pastorales, une priorité clé de l'adaptation dans cette région où l'eau est insuffisante. Le GCF a également approuvé son premier projet d'adaptation pour la région, un investissement de 39,8 millions US\$ dans les vergers d'arganiers durables au Maroc.

Ce projet aux multiples domaines double le plus important et unique investissement d'adaptation réalisé à ce jour dans la région MENA à travers le Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR) au Yémen et pourrait être un précurseur d'une augmentation des fonds d'adaptation à venir. Le programme du PPCR mené au Yémen, qui est toujours en cours d'élaboration, fournira une aide de 50 millions US\$ minimum à l'un des pays les plus pauvres de la région. La situation politique et les risques de sécurité au Yémen ont cependant affectés à la fois la mise en œuvre du projet et les décaissements. Le Yémen est aussi en train de développer un plan d'investissements le cadre du Programme d'accélération de la promotion des énergies renouvelables (SREP), administré par la

Tableau 2 : Financements approuvés et décaissés par domaine (2003-2016)

Thème	Montant approuvé (Millions US\$)	Nb de projets approuvés
Atténuation	949.44	50
Adaptation	175.87	30
Domaines multiples	52.39	13

Graphique 3 : Financements approuvés par domaine (2003-2016)



In addition to the series of 12 Climate Finance Fundamentals, these recent ODI and HBS publications may be of interest:

- **Adaptation finance and the infrastructure agenda.** Smita Nakhooda and Charlene Watson review international efforts to support adaptation and their linkages with efforts to mobilise new finance for infrastructure. Available at: <http://bit.ly/2dMu8P3>
- **The AIIB and investment in action on climate change.** Darius Nassiry and Smita Nakhooda explore how the AIIB can expand markets for solar, wind and grid technologies, and extend China's leadership in the region in a manner consistent with the commitments to take ambitious action on climate change made by its member countries and prospective member countries as signatories to the Paris Agreement. Available at: <http://bit.ly/2fk5EXe>
- **Financing sustainable development: The critical role of risk and resilience.** Charlene Watson and Jan Kellett make the case that better risk management and the building of resilience are imperative for sustainable development. Available at: <http://bit.ly/2efIUtX>
- **Mutually Reinforcing: Climate Justice, Equitable Climate Finance and the Right to Development.** Liane Schalatek explores the ramifications of the right to development as an inalienable human right for the global challenge of climate change more broadly and more specifically for the concept of climate justice and its application to climate finance provision. Available at: <http://bit.ly/2eWfuRw>
- **In Search of Policy Coherence: Aligning OECD Infrastructure Advice with Sustainable Development.** Motoko Aizawa and Waleria Schuele discuss the privileged relationship of the OECD with the G20 in acting as a powerful voice on policy related to infrastructure investment and development globally and call for the OECD to use its political clout to demonstrate full policy coherence for investment in sustainable development. Available at: <http://bit.ly/1YeHkeE>

Contact us for more information at info@climatefundsupdate.org

Banque Mondiale.

References and useful links

Site web de Climate Funds Update: www.climatefundsupdate.org (données consultées en octobre 2016)

Houzir, M., Mokass, M. and Schalatek, L. (2016). 'Climate Governance and the Role of Climate Finance in Morocco'. Heinrich Böll Stiftung Morocco and North America.

IPCC (2014). Climate Change 2014: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Nakhooda, S. et al. (2011) 'Regional briefing: Middle East & North Africa' Climate Finance Fundamentals series. Overseas Development Institute and Heinrich Böll Stiftung.

Schalatek, L. et al. (2012): 'From Ignorance to Inclusion. Gender-Responsive Multilateral Adaptation Investments in the MENA Region' - Heinrich Böll Stiftung et Gender Action.

Stadelmann, M., Frisari, G. and Rosenberg, A. (2014). San Giorgio Group Policy Brief: The Role of Public Finance in CSP – Lessons Learned. Venice: Climate Policy Initiative.

End Notes

1. Classification de la Banque mondiale : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et bande de Gaza, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Qatar, Syrie, Tunisie, Yémen (voir : <http://go.worldbank.org/7UEP77ZCB0>).
2. Les montants totaux concernent tous la période 2003-2016.

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
Tel: +44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung North America
1432 K Street | NW | Suite 500 Washington | DC 20005 | USA
Tel: +1 202 462 7512